

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction.</b> . . . . .	1
<b>Chapitre I La compétence constitutionnelle</b> . . . . .	9
<b>Chapitre II Le champ d'application.</b> . . . . .	21
Section I : L'aire d'application territoriale. . . . .	21
Section II : L'employeur . . . . .	24
Paragraphe 1 - Définition. . . . .	24
Paragraphe 2 - L'identification du véritable employeur . . . . .	25
Paragraphe 3 - Le gouvernement . . . . .	33
Section III : Le salarié . . . . .	35
Paragraphe 1 - Définition. . . . .	35
Paragraphe 2 - Les éléments de caractérisation du statut de salarié . . . . .	40
I. Le salaire. . . . .	41
II. La prestation de travail. . . . .	48
Paragraphe 3 - L'existence d'un lien de subordination juridique . . . . .	54
I. Les conceptions jurisprudentielles de la subordination juridique. . . . .	56
II. L'évolution de la jurisprudence quant à la subordination juridique. . . . .	60
A. La jurisprudence élaborée en vertu du <i>Code du travail</i> . . . . .	60
B. Le contexte particulier de la <i>Loi sur les normes                 du travail</i> . . . . .	64

Paragraphe 4 - Les exclusions . . . . .	78
I. Les exclusions législatives . . . . .	78
A. Le salarié assumant la garde ou prenant soin d'une autre personne . . . . .	80
B. Le salarié œuvrant dans l'industrie de la construction . . . . .	83
C. L'« entrepreneur dépendant » visé par règlement . . . . .	83
D. L'étudiant travaillant en vertu d'un programme approuvé. . . . .	85
E. Le cadre supérieur. . . . .	85
1. Le niveau hiérarchique . . . . .	90
2. Le pouvoir décisionnel . . . . .	92
3. Les autres indices . . . . .	96
a. Le pouvoir d'embauche et de congédiement . . . . .	96
b. L'autonomie . . . . .	97
c. Les avantages sociaux et le salaire . . . . .	98
d. Le pouvoir de lier l'entreprise avec les tiers. . . . .	100
e. Le titre du salarié . . . . .	100
II. Les exclusions issues de la jurisprudence . . . . .	101
A. L'incidence des lois fiscales . . . . .	102
1. Le statut de salarié en vertu des lois fiscales . . . . .	102
2. Les retenues à la source sur le salaire . . . . .	103
B. Le statut de salarié en vertu du <i>Code du travail</i> . . . . .	104
C. Le recours à un véhicule corporatif . . . . .	105
D. Le statut d'associé ou d'actionnaire . . . . .	108
E. L'exécution personnelle du travail . . . . .	109
F. L'exclusivité de la prestation de travail. . . . .	111
G. L'exécution du travail à domicile . . . . .	112
H. Le travail bénévole . . . . .	114
<b>Chapitre III Les normes du travail . . . . .</b>	<b>117</b>
Section I : Le salaire . . . . .	117
Paragraphe 1 - Définition . . . . .	117
Paragraphe 2 - Le salaire minimum. . . . .	119

Paragraphe 3 - Les salariés visés . . . . .	121
I. Le salarié à temps partiel . . . . .	121
II. Les exclusions . . . . .	126
A. L'étudiant employé dans un organisme à but non lucratif et à vocation sociale ou communautaire . . .	126
B. Le stagiaire . . . . .	127
C. Le salarié entièrement rémunéré à commission . . .	127
D. Le salarié affecté principalement à des opérations non mécanisées reliées à la cueillette de légumes de transformation ou de fruits . . . . .	129
Paragraphe 4 - Le calcul du salaire minimum . . . . .	130
I. Principes généraux . . . . .	130
II. Le pourboire . . . . .	134
III. La chambre et la pension. . . . .	141
Paragraphe 5 - Modes et intervalles de paiement . . . . .	142
Paragraphe 6 - Les retenues sur le salaire . . . . .	149
Section II : La durée du travail. . . . .	157
Paragraphe 1 - La semaine normale de travail . . . . .	157
Paragraphe 2 - Le temps supplémentaire . . . . .	158
I. Paiement des heures supplémentaires . . . . .	158
II. Le temps réputé travaillé aux fins du calcul des heures supplémentaires . . . . .	160
III. Les exceptions . . . . .	161
A. L'étalement des heures de travail . . . . .	161
B. Les exclusions . . . . .	168
C. Le refus d'accomplir du temps supplémentaire . . .	174
Paragraphe 3 - Le temps réputé travaillé . . . . .	182
A. Les jours assimilés à des jours de travail . . . . .	182
B. Les heures réputées travaillées . . . . .	185
1. Le salarié à la disposition de l'employeur . . . . .	187
2. Les pauses. . . . .	190
3. Les déplacements . . . . .	192
4. Les périodes d'essai ou de formation . . . . .	197

Paragraphe 4 - La présence au travail pendant moins de trois heures . . . . .	203
I. L'indemnité de présence . . . . .	204
II. Les exceptions . . . . .	204
A. La force majeure . . . . .	204
B. La nature ou les conditions d'exécution du travail . . . . .	207
Section III : Les jours fériés, chômés et payés . . . . .	209
Paragraphe 1 - Les jours fériés et chômés . . . . .	209
Paragraphe 2 - Les conditions d'admissibilité . . . . .	211
Paragraphe 3 - Les salariés exclus . . . . .	213
Paragraphe 4 - L'indemnité ou le congé compensatoire . . . . .	214
Paragraphe 5 - Le salarié qui travaille un jour férié . . . . .	216
Paragraphe 6 - Le salarié en congé annuel l'un des jours fériés . . . . .	217
Paragraphe 7 - Les heures supplémentaires . . . . .	218
Paragraphe 8 - La fête nationale . . . . .	219
Section IV : Les congés annuels payés . . . . .	223
Paragraphe 1 - L'année de référence . . . . .	223
Paragraphe 2 - Les conditions d'admissibilité . . . . .	223
I. Le service continu . . . . .	224
II. Le congé annuel . . . . .	228
A. Le salarié comptant moins d'un an de service continu . . . . .	228
B. Le salarié comptant un an de service continu . . . . .	228
C. Le salarié comptant cinq ans de service continu . . . . .	229
Paragraphe 3 - La période du congé annuel . . . . .	229
I. Principes généraux . . . . .	229
II. Les autres modalités de la prise du congé annuel . . . . .	230
III. Le fractionnement du congé annuel . . . . .	231
Paragraphe 4 - L'indemnité afférente au congé annuel . . . . .	234
I. Le salarié à plein temps . . . . .	234

II. Le salarié à temps partiel . . . . .	236
III. Le versement de l'indemnité afférente au congé annuel .	237
IV. Le versement de l'indemnité afférente au congé annuel lors de la résiliation du contrat de travail . . . . .	239
Paragraphe 5 - Le remplacement du congé annuel par une indemnité compensatoire . . . . .	239
Paragraphe 6 - Les salariés exclus . . . . .	240
Section V : Les repos . . . . .	241
Paragraphe 1 - Le repos hebdomadaire . . . . .	242
Paragraphe 2 - Le repas . . . . .	243
Section VI : Les absences pour cause de maladie, d'accident ou d'acte criminel . . . . .	245
Paragraphe 1 - Absence pour cause de maladie d'accident ou d'acte criminel. . . . .	246
Paragraphe 2 - Les conditions d'admissibilité . . . . .	247
I. Les absences pour cause de maladie ou d'accident. . .	247
II. Les absences pour cause d'acte criminel . . . . .	250
Paragraphe 3 - Les avantages pendant le congé pour cause de maladie, d'accident ou d'acte criminel . . . .	252
Paragraphe 4 - Le retour au travail à la suite d'une absence pour cause de maladie, d'accident ou d'acte criminel . . . . .	252
Paragraphe 5 - Le congédiement, la suspension ou le dépla- cement pour une cause juste et suffisante. . . .	254
Section VII : Les absences et les congés pour raisons familiales . . . . .	265
Paragraphe 1 - Absence pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation . . . . .	265
Paragraphe 2 - Absence en raison d'une grave maladie ou d'un grave accident subi par un proche . . . .	268
I. Les conditions d'admissibilité. . . . .	268
II. Les avantages durant l'absence en raison d'une grave maladie ou d'un grave accident subi par un proche . . .	272

III. Le retour au travail du salarié qui s'est absenté en raison d'une grave maladie ou d'un grave accident subi par un proche . . . . .	262
Paragraphe 3 - Absences en raison du décès d'un proche suite à un acte criminel ou de la disparition ou du suicide d'un proche . . . . .	273
I. Absence en raison d'un acte criminel dont un enfant mineur est victime . . . . .	273
II. Absence en raison de la disparition d'un enfant mineur . . . . .	276
III. Absence suite au suicide du conjoint ou d'un enfant. . . . .	277
IV. Absence en raison du décès d'un proche suite à un acte criminel. . . . .	278
V. Les avantages durant l'absence en raison du décès d'un proche suite à un acte criminel ou de la disparition ou du suicide d'un proche . . . . .	280
VI. Le retour au travail à la suite d'une absence en raison du décès d'un proche suite à un acte criminel ou de la disparition ou du suicide d'un proche . . . . .	280
Paragraphe 4 - Le congé de deuil. . . . .	281
Paragraphe 5 - Le congé de mariage ou d'union civile . . . . .	282
Paragraphe 6 - Le congé de naissance ou d'adoption . . . . .	283
Paragraphe 7 - Le congé pour examen médical lié à la grossesse . . . . .	284
Section VIII : Le congé de paternité, le congé de maternité et le congé parental. . . . .	284
Paragraphe 1 - Le congé de paternité . . . . .	285
I. Conditions d'admissibilité. . . . .	285
II. Durée . . . . .	285
III. L'avis . . . . .	286
Paragraphe 2 - Le congé de maternité . . . . .	286
I. Conditions d'admissibilité. . . . .	286
II. La durée du congé de maternité . . . . .	287
III. L'avis . . . . .	290

IV. Les congés de maternité spéciaux . . . . .	291
A. Accouchement ayant lieu après la date prévue . . . . .	292
B. Hospitalisation de l'enfant au cours du congé de maternité . . . . .	292
C. Danger d'interruption de grossesse ou danger pour la santé de la mère ou de l'enfant à naître . . . . .	292
D. Interruption de grossesse . . . . .	294
Paragraphe 3 - Le congé parental . . . . .	295
I. Les conditions d'admissibilité et la durée du congé parental . . . . .	295
II. L'avis . . . . .	297
Paragraphe 4 - Le maintien des avantages pendant le congé de paternité, le congé de maternité et le congé parental . . . . .	298
Paragraphe 5 - Le retour au travail à l'expiration du congé de paternité, du congé de maternité ou du congé parental . . . . .	299
I. La présomption de démission . . . . .	299
II. La réintégration du salarié . . . . .	301
A. Les avantages . . . . .	302
B. Le salaire . . . . .	309
C. Le poste habituel . . . . .	310
D. Licenciement ou abolition de poste . . . . .	314
Section IX : L'avis de cessation d'emploi ou de mise à pied et le certificat de travail . . . . .	315
Paragraphe 1 - L'avis de cessation d'emploi . . . . .	316
I. Les conditions d'application . . . . .	316
A. La fin du contrat de travail ou la mise à pied pour six mois ou plus . . . . .	316
B. Le délai . . . . .	319
C. Les conditions de forme . . . . .	321
II. Les exclusions . . . . .	323
A. Le salarié qui ne justifie pas de trois mois de service continu . . . . .	323

B.	Le salarié dont le contrat pour une durée déterminée ou pour une entreprise déterminée expire . . . . .	326
1.	Le contrat pour une durée déterminée . . . . .	326
2.	Le contrat pour une entreprise déterminée . . . . .	332
C.	La faute grave . . . . .	337
1.	Principes généraux . . . . .	337
2.	Vol et fraude . . . . .	340
3.	Violence physique ou verbale . . . . .	341
4.	Manquement à l'obligation de loyauté ou de confidentialité . . . . .	342
5.	État d'ébriété . . . . .	349
6.	Absentéisme . . . . .	350
7.	Incompétence . . . . .	352
D.	Le cas de force majeure . . . . .	353
E.	La faute grave et la cause juste et suffisante de congédiement . . . . .	356
Paragraphe 2 -	L'indemnité compensatrice . . . . .	361
I.	Définition . . . . .	361
II.	Calcul . . . . .	362
A.	Principes généraux . . . . .	362
B.	Le salarié en tout en partie rémunéré à commission . . . . .	362
C.	Situations particulières . . . . .	363
III.	Indemnité compensatrice et indemnité de départ . . . . .	366
Paragraphe 3 -	L'avis de mise à pied pour six mois ou plus . . . . .	369
I.	Principes généraux . . . . .	369
II.	La durée de la mise à pied . . . . .	370
III.	Le salarié qui bénéficie d'un droit de rappel . . . . .	372
IV.	La détermination de normes différentes . . . . .	373
Paragraphe 4 -	Le certificat de travail . . . . .	373
Section X :	L'avis de licenciement collectif . . . . .	375
Paragraphe 1 -	Définition . . . . .	376
Paragraphe 2 -	La durée de l'avis . . . . .	383

Paragraphe 3 - L'indemnité compensatrice . . . . .	385
Paragraphe 4 - Les exclusions . . . . .	386
Paragraphe 5 - Maintien de certaines conditions de travail pendant le délai de l'avis . . . . .	387
Paragraphe 6 - Comité d'aide au reclassement . . . . .	388
I. La constitution du comité d'aide au reclassement . . . . .	388
II. La composition du comité d'aide au reclassement . . . . .	388
III. La contribution financière de l'employeur . . . . .	389
Section XI : Le travail des enfants . . . . .	390
Section XII : Le port d'un vêtement particulier . . . . .	392
Section XIII : L'utilisation de matériel, d'équipement, de matières premières ou de marchandises . . . . .	394
Section XV : Le maintien du statut de salarié . . . . .	397
Section XVI : Le document d'information . . . . .	398
<b>Chapitre IV L'effet des normes du travail . . . . .</b>	<b>399</b>
Section I : Le caractère d'ordre public des normes du travail . . . . .	399
Section II : Les disparités de traitement . . . . .	403
Section III : Les conditions de travail plus avantageuses . . . . .	405
Section IV : La responsabilité du sous-entrepreneur . . . . .	408
Section V : L'aliénation ou la concession totale ou partielle de l'entreprise . . . . .	409
Paragraphe 1 - Les dispositions législatives . . . . .	410
Paragraphe 2 - Les circonstances d'application des articles 96 et 97 . . . . .	420
I. L'aliénation d'une entreprise . . . . .	421
II. La concession d'une entreprise . . . . .	425
III. L'entreprise . . . . .	427

Paragraphe 3 - La protection des réclamations civiles . . . . .	431
Paragraphe 4 - La continuité de l'application des normes . . . . .	433
<b>Chapitre V Les instances chargées de l'application de la Loi sur les normes du travail . . . . .</b>	<b>437</b>
Section I : La Commission des normes du travail . . . . .	437
Paragraphe 1 - Composition . . . . .	437
Paragraphe 2 - Pouvoir de réglementation . . . . .	439
Paragraphe 3 - Pouvoirs particuliers . . . . .	440
Paragraphe 4 - La cotisation . . . . .	443
Section II : La Commission des relations du travail . . . . .	446
Paragraphe 1 - Composition . . . . .	446
Paragraphe 2 - Conduite des affaires de la Commission . . . . .	449
Paragraphe 3 - Les recours formés en vertu de la <i>Loi sur les normes du travail</i> . . . . .	449
Section III : Le gouvernement . . . . .	451
Paragraphe 1 - Pouvoir de réglementation . . . . .	451
Paragraphe 2 - Les normes du travail dans l'industrie du vêtement . . . . .	455
<b>Chapitre VI La sanction civile des normes du travail . . . . .</b>	<b>461</b>
Section I : L'action intentée par le salarié . . . . .	461
Paragraphe 1 - L'action intentée contre l'employeur en vertu de la <i>Loi sur les normes du travail</i> . . . . .	461
Paragraphe 2 - L'action intentée contre l'employeur en vertu du droit commun . . . . .	463
I. Le délai de congé . . . . .	463
II. Les dommages-intérêts . . . . .	466
Paragraphe 3 - L'action intentée contre les administrateurs d'une personne morale . . . . .	473
Paragraphe 4 - Le règlement du litige . . . . .	474

Section II : L'intervention de la Commission des normes du travail . . . . .	475
Paragraphe 1 - Habilitation législative . . . . .	475
Paragraphe 2 - La plainte . . . . .	477
I. Le dépôt de la plainte. . . . .	477
II. L'épuisement des recours . . . . .	478
Paragraphe 3 - L'enquête . . . . .	484
I. Le déroulement de l'enquête . . . . .	484
II. Le refus de la Commission de poursuivre une enquête .	486
Paragraphe 4 - La procédure . . . . .	487
I. La mise en demeure . . . . .	487
II. L'action . . . . .	488
III. La prescription . . . . .	491
IV. Le paiement . . . . .	492
<b>Chapitre VII Les recours à l'encontre d'une pratique interdite ou d'un congédiement fait sans cause juste et suffisante . . . . .</b>	<b>495</b>
Introduction . . . . .	495
Section I : La procédure. . . . .	497
Paragraphe 1 - Le dépôt de la plainte. . . . .	497
I. Les délais. . . . .	497
II. Le caractère impératif des délais. . . . .	499
III. La computation des délais . . . . .	502
A. Les règles applicables . . . . .	502
B. Le point de départ du calcul des délais . . . . .	502
Paragraphe 2 - La médiation . . . . .	506
Paragraphe 3 - L'écrit comportant les motifs du congédiement . . . . .	509
Paragraphe 4 - Le règlement de la plainte . . . . .	511
Paragraphe 5 - Le déféré de la plainte à la Commission des relations du travail . . . . .	517

Section II : Les autres procédures de réparation . . . . .	518
Paragraphe 1 - Condition préliminaire à l'exercice du recours en vertu de l'article 124 : l'inexistence d'un autre recours . . . . .	519
I. La disponibilité du recours . . . . .	519
II. La connaissance de l'existence du recours . . . . .	528
III. Caractère obligatoire de l'autre recours . . . . .	530
IV. La parenté entre l'autre recours et celui prévu à l'article 124 de la Loi . . . . .	532
Paragraphe 2 - Le cumul des recours . . . . .	538
I. Le cumul des recours en vertu des articles 122 et 124 de la Loi. . . . .	538
II. Le cumul du recours en vertu de l'article 122 de la Loi avec un autre recours . . . . .	539
III. Le cumul du recours en vertu de l'article 124 de la Loi avec un autre recours . . . . .	541
IV. Le cumul des recours et l'autorité de la chose jugée . . . . .	544
Section III : Les conditions d'exercice du recours à l'encontre d'une pratique interdite et du recours à l'encontre d'un congédiement fait sans une cause juste et suffisante.	550
Introduction . . . . .	550
Paragraphe 1 - Le statut de salarié (art. 122, 122.1 et 124 L.N.T.) . . . . .	551
Paragraphe 2 - Le congédiement et les autres pratiques interdites . . . . .	551
I. Le congédiement (art. 122, 122.1 et 124 de la Loi) . . . . .	552
A. La plainte en vertu de l'article 124 de la Loi : la croyance en un congédiement sans cause juste et suffisante . . . . .	552
B. La preuve du congédiement . . . . .	553
1. La démission. . . . .	554
2. Le congédiement déguisé . . . . .	560
a. Principes généraux . . . . .	560
b. Illustrations jurisprudentielles . . . . .	565

c.	Le non-renouvellement de contrats à durée déterminée. . . . .	569
d.	Le licenciement . . . . .	571
i)	Principes généraux . . . . .	571
ii)	Les critères de détermination du salarié à être licencié . . . . .	577
iii)	Le choix du salarié à licencier. . . . .	582
II.	Les autres pratiques interdites en vertu des articles 122 et 122.1 de la Loi . . . . .	585
A.	La suspension (articles 122 et 122.1 de la Loi) . . . . .	586
B.	Le déplacement (article 122 de la Loi) . . . . .	586
C.	Les mesures discriminatoires ou de représailles (articles 122 et 122.1 de la Loi) . . . . .	588
	Paragraphe 3 - Les modalités d'exercice propres aux recours en vertu des articles 122 et 122.1 de la Loi . . . . .	589
I.	L'une des situations mentionnées aux paragraphes 1 à 6 de l'article 122 ou à l'article 122.1 de la Loi . . . . .	589
A.	L'exercice d'un droit résultant de la Loi ou d'un règlement (art. 122(1)) . . . . .	590
B.	L'enquête effectuée par la Commission dans un établissement de l'employeur (art. 122(1.1)). . . . .	595
C.	Les renseignements fournis à la Commission sur l'application des normes du travail ou le témoignage dans une poursuite s'y rapportant (art.122(2)). . . . .	596
D.	La saisie-arrêt pratiquée à l'égard du salarié (art.122(3)) . . . . .	597
E.	Le salarié qui est un débiteur alimentaire (art. 122(3.1)). . . . .	598
F.	La salariée enceinte (art. 122(4)) . . . . .	598
G.	Le but de l'employeur d'éviter l'application de la Loi ou d'un règlement (art. 122(5)). . . . .	600
H.	Le refus de travailler en temps supplémentaire pour certains motifs (art. 122(6)) . . . . .	602
I.	La mise à la retraite (art. 122.1) . . . . .	603
II.	La concomitance entre la pratique interdite et la situation ou le fait prévu aux articles 122 ou 122.1 de la Loi . . . . .	605

III. La présomption de l'article 17 du <i>Code du travail</i> (art. 122 et 122.1 de la Loi) . . . . .	606
Paragraphe 4 - Les modalités d'exercice propres au recours en vertu de l'article 124 de la Loi. . . . .	610
I. Le service continu (art. 124 de la Loi) . . . . .	610
Section IV : La preuve d'une cause juste et suffisante dans le cadre du recours à l'encontre d'une pratique interdite et dans le cadre du recours à l'encontre d'un congédiement fait sans cause juste et suffisante . . .	616
Introduction . . . . .	616
Paragraphe 1 - La progression des sanctions . . . . .	618
Paragraphe 2 - L'incident culminant . . . . .	621
Paragraphe 3 - La cause juste et suffisante . . . . .	623
I. L'absentéisme . . . . .	626
A. L'absentéisme fautif . . . . .	626
B. L'absentéisme non fautif . . . . .	628
II. L'incompétence . . . . .	634
III. Le manquement à l'obligation de loyauté . . . . .	642
IV. L'insubordination . . . . .	647
V. La consommation de drogue ou d'alcool . . . . .	650
VI. Le vol . . . . .	651
VII. La fraude . . . . .	655
VIII. Le harcèlement sexuel . . . . .	657
IX. La violence . . . . .	660
Section V : Les remèdes . . . . .	662
Paragraphe 1 - Les plaintes en vertu des articles 122 et 122.1 de la Loi . . . . .	663
Paragraphe 2 - La plainte en vertu de l'article 124 de la Loi . .	668
I. La réintégration . . . . .	669
II. Le paiement d'une indemnité. . . . .	674
III. La substitution d'une autre mesure disciplinaire au congédiement. . . . .	687

Paragraphe 3 - La procédure . . . . .	689
I. Les plaintes en vertu des articles 122 et 122.1 de la Loi. . . . .	689
II. La plainte en vertu de l'article 124 de la Loi . . . . .	691
III. La procédure particulière prévue à l'article 86.1 de la Loi. . . . .	692
<b>Chapitre VIII Le harcèlement psychologique . . . . .</b>	<b>695</b>
Introduction . . . . .	695
Section I : Le champ d'application . . . . .	696
Paragraphe 1 - Le salarié . . . . .	696
Paragraphe 2 - L'employeur . . . . .	699
Section II : Le harcèlement psychologique . . . . .	700
Paragraphe 1 - Définition . . . . .	700
I. La conduite vexatoire. . . . .	703
A. La conduite. . . . .	703
B. Le caractère vexatoire de la conduite . . . . .	704
C. La perspective globale . . . . .	706
D. L'intention de l'auteur du harcèlement . . . . .	708
E. Le critère de la personne raisonnable . . . . .	710
II. Le caractère répétitif ou la conduite grave . . . . .	715
A. Le caractère répétitif . . . . .	715
B. La conduite grave . . . . .	717
III. Le caractère hostile ou non-désiré . . . . .	721
IV. L'atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique . . . . .	725
V. Le milieu de travail néfaste ou l'effet nocif continu . . . . .	729
A. Le milieu de travail néfaste. . . . .	729
B. L'effet nocif continu. . . . .	731
Paragraphe 2 - Le droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique et les obligations corrélatives de l'employeur. . . . .	732
I. Le droit à un milieu de travail exempt de harcèlement. . . . .	733

II. Les obligations de l'employeur . . . . .	735
A. L'obligation de prévoir le harcèlement psychologique . . . . .	736
B. L'obligation, lorsqu'une conduite de harcèlement psychologique est portée à sa connaissance, de la faire cesser . . . . .	740
Section III : Le recours en cas de harcèlement psychologique . . .	742
Paragraphe 1 - La procédure . . . . .	743
I. Le dépôt de la plainte. . . . .	743
A. Le délai. . . . .	743
B. Le caractère impératif du délai. . . . .	744
C. La computation des délais . . . . .	744
II. L'enquête de la commission des normes du travail . . .	747
A. L'enquête. . . . .	747
B. Le refus de la Commission de poursuivre l'enquête . . . . .	749
C. La médiation . . . . .	750
D. Le déferé de la plainte à la Commission des relations du travail . . . . .	750
Paragraphe 2 - Les conditions d'exercice du recours en cas de harcèlement psychologique. . . . .	751
I. Le statut de salarié . . . . .	752
II. Le harcèlement psychologique . . . . .	752
Paragraphe III - Les moyens raisonnables pris par l'employeur pour prévenir le harcèlement psychologique et le faire cesser . . . . .	756
I. Les moyens raisonnables pris par l'employeur . . . . .	756
II. Les situations ne constituant pas du harcèlement psychologique . . . . .	757
A. Les droits de gérance de l'employeur . . . . .	758
B. Le conflit de travail . . . . .	764
C. La victimisation et la personnalité paranoïde . . . . .	766
III. Les situations constituant du harcèlement psychologique . . . . .	767

Paragraphe IV - Les remèdes . . . . .	770
I. Les ordonnances de sauvegarde . . . . .	770
A. L'intervention de l'auteur du harcèlement . . . . .	770
B. Les autres ordonnances propres à sauvegarder les droits des parties . . . . .	772
II. LES REMÈDES. . . . .	773
A. La réintégration. . . . .	775
B. L'indemnité pour perte de salaire . . . . .	776
C. L'ordonnance de prendre les moyens raisonnables pour faire cesser le harcèlement. . . . .	777
D. Les dommages et intérêts punitifs et moraux . . . . .	778
E. L'indemnité pour perte d'emploi . . . . .	781
F. Le financement du soutien psychologique requis par le salarié . . . . .	781
G. La modification du dossier disciplinaire du salarié . . . . .	783
 Loi sur les normes du travail . . . . .	 785
 Bibliographie . . . . .	 865
 Table de la législation. . . . .	 885
 Table de la jurisprudence. . . . .	 915
 Index analytique . . . . .	 1097